

REF : CDV – N° 2023- 04

THEME : URBANISME – ACTES RELATIFS AU DROIT D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS

OBJET : STE MTS (MOULAGE TECHNIQUE SOUFFLAGE) – AVIS DU CONSEIL SUR L'ENQUETE PUBLIQUE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 16 JANVIER 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 10 janvier 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 16 janvier 2023 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Jean-Henri LAURENT, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN, Thomas GIRARD.

Formant la majorité des membres en exercice.

### Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,  
Nathalie TISSOT donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON,  
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Umus PERONNE,  
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,  
Christophe BLANC donne pouvoir à Jean-Henri LAURENT.

### Absents non excusés :

Mihrican AVCI,  
Radikah JUMMUN.

Monsieur le Maire informe le Conseil que la Société MTS (MOULAGE TECHNIQUE SOUFFLAGE) a déposé une demande d'autorisation, visée par le Code de l'Environnement, en vue d'exploiter une activité de transformation et de stockage de matières plastiques sur la Commune de Montréal-la-Cluse. Le territoire de la Commune de Nantua est compris dans le rayon de l'enquête publique.

Le dossier complet est à disposition des élus ainsi que de la population en mairie, aux jours et heures d'ouverture du service.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **DIT** que le dossier présenté n'appelle aucune observation ni réserve de sa part
- **ÉMET** en conséquence un avis favorable sur ce dossier.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Envoyé en préfecture le 17/01/2023

Reçu en préfecture le 17/01/2023

Publié le

ID : 001-210102695-20230116-202304-DE

Berger  
Levisault

Le Maire,

Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.